

"Nous sommes dans une période très, très difficile", estime John Castegnaro, en faisant référence à la situation sociale actuelle. Raison de plus pour son parti, le LSAP, de ne pas céder aux pressions du libéralisme. Tour d'horizon politique avec l'ancien syndicaliste devenu député.

(photo: Christian Mosar)



POLITIQUE SOCIALE

"La bonne et la mauvaise conscience du parti"

woxx: *Comment vous sentez-vous à la Chambre des députés?*

John Castegnaro: Je trouve que j'y fais preuve d'une bonne présence, ce qu'on ne peut pas dire de tous les députés. Mes discours et interventions ont un contenu politique. Au sein de mon groupe, j'ai l'impression que l'on m'écoute et que l'on attend même de moi que je m'exprime. Même si je ne suis que dans le second rang - et c'est là que je voulais être - je pense que mon parti n'est pas vraiment fâché par ma présence.

Vous faisiez pourtant partie des 18 % de délégués du congrès qui se sont opposés à l'accord de coalition.

Il y a des moments où il faut savoir s'opposer. Parfois, on risque ainsi de violer la discipline de groupe. Ces moments risquent de toute façon d'arriver un jour ou l'autre. Mais je pars du principe que les dirigeants du parti et du groupe parlementaire savent évaluer la situation et sont conscients que je fais partie de ces 18 % et que ces 18 % sont peut-être aussi présents au sein du groupe parlementaire ...

Vous avez déclaré être choqué par la manière dont le LSAP peut avaler des couleuvres afin d'avoir des ministères. C'est étonnant de votre part, alors que vous connaissez le monde politique depuis longtemps. Etes-vous réellement ou faussement naïf?

Il y a peut-être une part de naïveté dans mon approche. Mais j'ai toujours été conscient que le syndicalisme et la politique sont deux mondes différents. Je l'ai appris

au cours de mes 43 années de syndicalisme et j'ai souvent eu affaire aux partis politiques et pas uniquement au LSAP. Un syndicat doit fonctionner de manière beaucoup plus pragmatique et est condamné à présenter des résultats concrets. Le syndicaliste n'a pas toujours besoin de se trouver sous les projecteurs tandis que l'homme politique se meut principalement vers l'opinion publique. En plus, le travail parlementaire est beaucoup plus lent, plus lourd. Il faut des mois avant qu'une loi ne voie le jour. C'est une des raisons pour laquelle j'ai proposé la création de la tripartite en 1977. Il fallait un instrument qui réagisse rapidement à la crise économique mondiale.

Mais le syndicaliste a-t-il finalement beaucoup à gagner du modèle tripartite? Lorsque le rapport de force n'est pas en faveur des syndicats, le patronat n'hésite pas à briser le consensus. Après tout, ce modèle n'empêche pas les démantèlements sociaux.

L'analyse est juste. Après la chute du Mur de Berlin, le capitalisme a survécu aux autres systèmes. A partir de ce moment, et dans le contexte de la mondialisation, l'Union européenne a adopté une politique de plus en plus libérale, pour ne pas dire ultra-libérale. Depuis, seul le credo de l'économie de marché compte. Depuis la victoire du capitalisme, le patronat se sent très fort. Cela ne facilite pas le dialogue. J'ai récemment pu entendre, sur le Uelzechtkanal, le directeur de la Fédération des artisans, dire ceci: "le patron ne s'intéresse pas au chômage, il n'en a rien à faire. Quand il veut embaucher,

il embauche qui il veut, même s'il doit aller chercher son personnel dans la Grande région". C'est une manière très brutale de dire les choses. Un haut responsable m'a également dit, il y a quelques années de cela, "vous et votre tripartite, vous pouvez faire ce que vous voulez, mais nous n'allons pas embaucher de la 'mauvaise herbe'. Nous continuerons à embaucher qui nous voulons". Maintenant que l'Etat rencontre des difficultés financières, le patronat se sent justifié dans son attitude de dire que l'Etat vit au-dessus de ses moyens. Conclusion: il met en question tous les automatismes, comme l'indexation des salaires. Ces dernières années, ce conflit a gagné en intensité.

Malgré tout, il y a une opposition croissante à ce système. En plus des syndicats, on voit l'émergence des mouvements sociaux, de la société civile, qui se réunit en forums sociaux à travers la planète. Que pensez-vous de ce nouvel acteur?

Les syndicats font également partie de la société civile, mais ils en sont la partie la plus ancienne. Les syndicats sont structurés, organisés, professionnalisés. La société civile est un ensemble très large, très hétérogène, mais elle se retrouve dans la quintessence des buts qu'elle poursuit. Les syndicats luttent principalement pour la défense des emplois et doivent être prêts à accepter des compromis. Les organisations de la société civile sont parfois plus têtues et si leurs dirigeants s'engagent dans des compromis, leurs bases grondent. Dans plusieurs interventions à la Chambre, j'ai soulevé que l'on n'impliquait pas assez la société civile dans les débats. Il faut créer une enceinte adéquate.

Mais faut-il vraiment institutionnaliser la "société civile"?

Je ne le pense pas. D'ailleurs, je pense qu'elle-même ne le souhaite pas. Si cela devait arriver, elle se retrouverait coincée dans les obligations que connaissent les syndicats et d'autres organisa-

Après avoir dirigé l'OGBL de 1979 à 2004, John Castegnaro siège à la Chambre des députés pour le compte du LSAP, dont il est membre depuis 1964. Ses détracteurs ainsi que ses admirateurs sont unanimes sur un point: "Casteg" a marqué la vie syndicale du pays. Déterminé pour les uns, autocrate aux yeux des autres, il tenta de continuer à jouer un rôle de premier plan au niveau politique en se présentant aux élections législatives de 2004. Pourtant, le coup de la "Mammerent" lui fermera les portes du gouvernement qu'il entendait bien intégrer. Castegnaro n'est pas du genre à se taire, ni à faire de la figuration. Membre du conseil d'administration d'Arcelor, il est à nouveau en première ligne dans l'affaire de l'OPA de Lakshmi Mittal.

tions. Mais il faut trouver une voie pour l'inclure dans un dialogue qui respecte sa spécificité.

Retournons au LSAP. D'un côté, le gouvernement abolit l'impôt sur la fortune, de l'autre le ministre de la santé veut introduire une participation "symbolique" des patients dans les frais médicaux et augmente les cotisations des assurés de 5,1 à 5,4 %. Est-ce cela la politique sociale du LSAP?

Dans les mois à venir, le LSAP sera contraint de prendre clairement position. Jusqu'à présent, on ne peut pas dire qu'il se soit passé grand chose, si l'on fait abstraction de l'abolition de l'impôt sur la fortune, qui est une question plus idéologique qu'autre chose. D'après moi, il n'aurait pas été nécessaire de l'abolir. Pour ce qui est du système de sécurité sociale, il reste l'un des plus performants en Europe et dans le monde, même s'il a un peu souffert ces derniers temps. Il s'agit prioritairement de faire en sorte que ce système soit maintenu. Il est victime de la pression de la compétitivité, qui met en question les coûts salariaux et sociaux. Les abus au niveau des caisses de maladie servent également de prétexte pour mettre la pression. Le véritable problème, c'est le coût élevé des soins médicaux. C'est à l'Etat de prendre en main leur financement. C'est donc une question de redistribution.

Même si les dégradations sociales sont encore plutôt modestes, elles peuvent ouvrir la porte à pire.

Il faut veiller à ce que le principe de participation égale - Etat, patronat, salariat - ne soit pas mis en question et récolter l'argent nécessaire à la survie du système. Pour l'instant, le système de retraite ne connaît pas encore de difficultés. Elles sont peut-être à venir. Mais il faut se poser la question de savoir combien d'Etat providence nous voulons et non pas de savoir de combien d'argent nous disposons. Voilà pourquoi les socialistes ont évoqué à la Chambre la question des re-

cettes. Finalement, il est aussi nécessaire de mener une discussion sur des modèles de financement alternatifs.

Que feriez-vous si vous étiez à la place du ministre des affaires sociales?

Mais je ne le suis pas, heureusement! Sérieusement, je ne peux pas le dire. Je ne dispose pas de toutes les informations que peut avoir un ministre et il y a une multitude de facteurs qui entrent en jeu. Jusqu'à présent, nous nous en sommes sortis avec quelques égratignures. Mais la situation deviendra conflictuelle quand on proposera des adaptations plus sensibles en même temps que les défis croîtront.

Mais cette tendance au sein de la majorité existe bel et bien. Il suffit de se souvenir des propositions de Michel Wolter, chef de fraction du CSV, lors des débats budgétaires.

Personne ne sait vraiment s'il s'agissait d'une entreprise solitaire ou organisée. Pour ma part, je refuse que ces épargnes de 150 millions d'euros touchent le domaine social. S'il faut vraiment épargner, alors il faut voir dans quels domaines cela est vraiment possible ou bien réfléchir à d'autres formes de recettes.

Au congrès du LSAP en 2004, qui entérina la participation gouvernementale de votre parti, vous aviez annoncé une politique d'opposition constructive et réelle de votre part. Etes-vous toujours dans cette position?

Absolument. Il y a des choses qui sont arrivées dont on n'aime pas se souvenir mais que l'on n'oublie pas. Lors de ce congrès, j'ai essayé d'introduire une série de réflexions critiques et de soulever certains problèmes. Il s'est alors passé quelque chose qui ne m'est jamais arrivé: j'ai été sifflé par une partie du congrès, parce que j'ai dit des choses qui allaient à contre-courant. Cela signifiait qu'il y avait là une véritable détermination de la part de beaucoup, et pour des raisons diverses et aussi personnelles, de participer à ce gouvernement. Dans cette situation, il n'y avait aucune possibilité de réception d'une voix critique. Cela m'a touché. Donc, que ce soit au sein du parti ou du groupe parlementaire, je continue à faire un travail d'opposition critique. On ne le lit pas toujours dans les journaux, mais depuis que je suis député, je dis ce que j'estime être nécessaire d'être dit. Je ne veux pas faire dans le spectaculaire, ni faire des déclarations destructrices. Ce n'est pas ma manière de fonctionner. J'exécute un travail méticuleux sur le front tout en essayant d'être à la fois la bonne et la mauvaise conscience du parti. Je pense que j'y réussis.

Entretien: David Wagner